



TIPHAINÉ ROMBAUTS-CHABROL

Maître de conférences des universités
Section 02 - Droit public - Université de Perpignan

Membre du Centre de droit économique et du développement (CDED, EA 4216)
Chercheur associé au Centre de recherches et d'études administratives de Montpellier (CREAM, EA 2038)

FONCTIONS UNIVERSITAIRES

Depuis 2015 Maître de conférences à l'Université de Perpignan
2015 Qualification aux fonctions de maître de conférences (CNU, Section 02)
2012-2014 ATER en droit public à l'Université Montpellier I
2009-2012 Doctorant contractuel chargé d'enseignement à l'Université Montpellier I

CURSUS UNIVERSITAIRE

Doctorat en droit public (2014, Université de Montpellier), mention Très honorable avec les félicitations du jury. CREAM, EA 2038 - ED 461. Thèse : *L'intérêt public local*, soutenue le jeudi 16 octobre 2014 devant M. le Pr. Jean-François Brisson (Université de Bordeaux, rapporteur), Mme le Pr. Laëtitia Janicot (Université de Cergy-Pontoise, rapporteur), Mme Christine Maugué (Conseiller d'Etat), Mme le Pr. Marion Ubaud-Bergeron (Université de Montpellier, présidente), M. le Pr. Guylain Clamour (Université de Montpellier, directeur de thèse).

Master en droit public général (2009, Université Montpellier 1), mention Très Bien, major de promotion. Parcours « Droit administratif et science administrative ». Mémoire M2 : *Les subventions des collectivités territoriales aux associations* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc). Mémoire M1 : *L'office du juge du référé précontractuel* (dir. : Mme le Pr. Emmanuelle Marc).

D.U. Théorie et philosophie du droit (2007, Université Montpellier 1), mention Assez Bien. Dir. : M. le Pr. Alexandre Viala - CERCOP, EA 2037.

Licence en droit (2007, Université Montpellier 1), mention Bien. Licence 1 et Licence 2 à l'Université de Nice Sophia-Antipolis. Licence 3 à l'Université Montpellier I, Parcours « Droit public ».

▪ *Prix et distinctions*

2015 Prix spécial du jury du Prix de thèse du Sénat | *Doté d'une publication aux Éditions Dalloz*
2015 Prix de thèse de l'École doctorale Droit et science politique | *Université de Montpellier*
2009 Prix du Conseil régional Languedoc-Roussillon | *Grand prix de la Faculté de droit de Montpellier*

ACTIVITÉS ACADÉMIQUES

▪ *Responsabilités universitaires*

- Chef du département Carrières juridiques de Narbonne (2018-2020) | *Université de Perpignan, Institut universitaire de technologie.*
- Directeur des études du D.U.T. Carrières juridiques (2016-2018) | *Université de Perpignan, Institut universitaire de technologie, Antenne de Narbonne.*

▪ *Autres activités*

- Membre de comités de sélection pour le recrutement de maîtres de conférences en droit public.
- Membre d'équipes de leçons de 24 heures du concours national d'agrégation en droit public.
- Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA).
- Président de jurys du Baccalauréat général et technologique de l'académie de Montpellier.

ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

▪ *Enseignements permanents* | IUT Carrières juridiques de Narbonne

- Droit constitutionnel général (*1^{ère} année, depuis 2015*)
- V^e République et Institutions de l'Union européenne (*1^{ère} année, depuis 2015*)
- Droit administratif général (*2^{ème} année, depuis 2015*)
- Introduction au droit de la commande publique (*2^{ème} année, 2015 et depuis 2019*)

▪ *Enseignements extérieurs*

- Séminaires de printemps du Collège de droit (Université de Montpellier) - « *Renouveau du recours pour excès de pouvoir* » (2019), « *Questions actuelles de police administrative* » (2020)
- Action publique et démocratie locale (Université de Perpignan) - *cours optionnel du Master 2 Administration publique (selon ouverture depuis 2015)*

▪ *Enseignements antérieurs*

- Droit pénal général (*IUT CJ 2^{ème} année, 2016 à 2020*)
- Introduction au droit (*IUT CJ 1^{ère} année, 2017-2018*)
- Droit et libertés (*IUT CJ 2^{ème} année, 2017 à 2019*)
- Autorités administratives indépendantes (*IPAG de Montpellier, 2010 à 2012, avec M. le Pr. Jean-Louis AUTIN et Mme le Pr. Pascale IDOUX*)

▪ *Travaux dirigés* | Faculté de droit et science politique de Montpellier (2009-2014)

- Droit constitutionnel général (L1) : 2 ans, équipe du Pr. Clapié
- Droit administratif général (L2) : 5 ans, équipes des Pr. Marc et Clamour
- Contentieux administratif (L3) : 4 ans, équipes des Pr. Ubaud-Bergeron, Idoux et M. Tardivel
- Droit des contrats administratifs (M1) : 2 ans, équipe du Pr. Marc
- Droit de l'urbanisme (M1) : 2 ans, équipe de M. Barloy

PUBLICATIONS

▪ *Ouvrages*

1. *L'intérêt public local*, Thèse de doctorat - Préface de M. Gérard Larcher (Président du Sénat), Avant-propos de M. Guylain Clamour (Professeur à l'Université de Montpellier, Directeur du CREAM), collection « Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle », Paris, 558 p., éd. Dalloz, mars 2016.
2. *Droit administratif - L'activité administrative*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 92 p. septembre 2016.
3. *Droit administratif - Le contrôle de l'administration*, coll. Carnet d'entraînement - Droit (dir. M. Jaoul), Gualino, Lextenso éd., Paris, 88 p. septembre 2016.

▪ *Études, contributions et commentaires*

1. « Renault, EDF et autres : l'entreprise à participation publique au cœur de l'actualité », coécrit avec Mme le Pr. Pascale Idoux, *Droit administratif*, avril 2010, étude 8, p. 12.
2. « La relance des contreparties », *Droit administratif*, juillet 2010, étude 13, p. 6.
3. « De la magistrature au magistrère. Sémantique du pouvoir d'influence des autorités administratives indépendantes », in *Indépendance(s) - Mélanges offerts au Pr. Jean-Louis Autin*, éd. Presses de l'UM1, janvier 2011, tome 1, p. 407.
4. « Chronique de droit public des affaires - février à mai 2011 » coécrit avec Mme le Pr. Emmanuelle Marc et Mme Marie De Coninck, *Revue Lamy Collectivités Territoriales (RLCT)*, juin 2011, chron. p. 29.
5. « Référé précontractuel et compétence de la personne publique candidate », note sous CE, 18 sept. 2015, *CNAM des Pays de la Loire*, req. n° 390041, *AJDA* 2016, p. 153.
6. « Cession de contrat et bail emphytéotique administratif », note sous CE, 7 déc. 2015, *Société nationale immobilière*, req. n° 375643, *AJDA* 2016, p. 1341.
7. « Le renouveau au long cours du référé précontractuel », note sous CE, 4 mai 2016, *Association départementale d'information sur le logement et l'énergie (ADILE) de Vendée*, req. n° 396590, *AJDA* 2016, p. 1928.
8. « Association », in V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation*, éd. Berger-Levrault, février 2017, p. 86.
9. « 'Loi Sapin 2' : évolution des droits de la domanialité et de la commande publiques », Dossier : Loi Sapin 2 : une transparence renforcée ?, *AJCT* 2017, p. 138.
10. « L'intérêt à agir en contentieux administratif de l'urbanisme. Entre innovations et particularismes », coécrit avec Mme Nathalie Granier-Calvet, *JCP A* 2017, n° 43-44, étude 2266.
11. « Occupation du domaine public et mise en concurrence : focus sur la procédure simplifiée », Dossier : Ordonnance propriété des personnes publiques : quelles simplifications ?, *AJCT* 2017, p. 486.
12. « Les régions et le droit des aides économiques », in N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.), *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT) 2018*, éd. Le Moniteur, novembre 2018, p. 161.
13. « Controverse autour de la neutralité politique d'une subvention associative », note sous CAA de Nantes, 5 octobre 2018, *Commune de Nantes et Association NOSIG*, req. n° 18NT01408, *JCP A* 2018, comm. 2310.
14. « Restrictions des droits d'accès au juge par la réforme de l'intérêt à agir : vers un contentieux subjectif ? », *JCP A* 2019, n° 25, étude 2184.

15. « Quelles compétences reste-t-il au bloc communal ? », *Pouvoirs locaux* 2019, n° 115, p. 43.
16. « Loi d'orientation des mobilités : de quoi 'gouvernance' est-il le nom ? », *Revue juridique de l'environnement* 2020, vol. 45, n° 1, mars 2020, p. 11.
17. « Loi d'orientation des mobilités : encadrement des engins de déplacement personnel, suite (et fin ?) », Dossier : Loi d'orientation des mobilités, *AJCT* 2020, p. 191.
18. « La non-discrimination et l'intérêt public local en France », in C. Le Bris-Hervé (dir.), *Les droits de l'Homme à l'épreuve du local*, tome 3, éd. Mare & Martin, 2020.
19. « Identité législative » et « Spécialité législative » in G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.), *Dictionnaire des outre-mer*, à paraître.
20. « Les limites de la police municipale : le maire et les pesticides », *Sociétés. Revue des sciences humaines et sociales*, éd. De Boeck Supérieur, à paraître.
21. « De l'incompétence à la compétence virtuelle en référé précontractuel », note sous CE, 9 juin 2020, *Métropole Nice-Côte d'Azur*, n° 436922, *AJDA* 2020, p. 2027.

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

▪ *Communications aux colloques et journées d'étude*

- *Le droit à la non-discrimination et les collectivités territoriales* | Paris - 2016. C. Le Bris-Hervé (dir.), Université Paris I Panthéon-Sorbonne, 29 et 30 juin 2016, ISJP (UMR 8103, Paris 1), CNRS, ANR, Projet Glocal - actes publiés en 2020.
- *2^e matinée de l'urbanisme et de l'immobilier* | Narbonne - 2016. S. Chatry (dir.), Université de Perpignan, 13 octobre 2016, CDED (EA 4216, Perpignan) - objet d'une étude publiée en 2017.
- *Le droit au juge à l'épreuve du contentieux administratif de l'urbanisme* | Narbonne - 2019. M. Morales, R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 14 mars 2019, CDED (EA 4216, Perpignan), CREAM (EA 2038, Montpellier) et IMH (EA 4657, Toulouse 1) - actes publiés en 2019.
- *La fin des communes ?* | Perpignan - 2019. M. Doat, J.-F. Calmette (dir.), Université de Perpignan, 7 juin 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés en 2020.
- *La protection de l'environnement dans la loi d'orientation des mobilités : regards croisés droit public - droit privé* | Narbonne - 2019. R. Radiguet (dir.), Université de Perpignan, 25 septembre 2019, CDED (EA 4216, Perpignan) - actes publiés en 2020.
- *Sécurité des activités et protection des patrimoines* | Perpignan - 2019. A.-M. Mamontoff (dir.), Université de Perpignan, 9 décembre 2019, Programme de recherche-action CRESEM (EA 7397, Perpignan) et CERDACFF (EA 7267, Nice) avec le soutien du LERSEM/IRSA (EA 4584, Montpellier 3) - actes à paraître.

▪ *Participations aux ouvrages collectifs*

- *Dictionnaire encyclopédique de la décentralisation* | 2017 - V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada, R. Pasquier (dir.) - éd. Berger-Levrault.
- *Droit et gestion des collectivités territoriales (DGCT)* | 2018 - GRALE (GIS-CNRS) - N. Kada, H. Wollmann, V. Donier (dir.) - éd. Le Moniteur.
- *Dictionnaire des outre-mers* | 2020 - G. Giraudeau, M. Maisonneuve (dir.) - en cours.
- *Du droit des déchets au droit du gaspillage. Regards sur la loi du 10 février 2020* | 2020 - R. Radiguet, M. Boul (dir.) - en cours.

▪ ***Conférences et communications individuelles***

- « Actualité de l'exception *in house* : résurrection ou instrumentalisation ? », à propos de l'arrêt CJCE, 13 nov. 2008, *Coditel Brabant SA*, aff. C-324/07, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, janvier 2009.
- « La conduite par l'Etat de la décentralisation : le diable est dans les détails », à propos du rapport public thématique de la Cour des comptes *La conduite par l'Etat de la décentralisation* de 2009, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2009.
- « Un an de droit public économique », chronique panoramique et focus sur les sociétés publiques locales et l'urbanisme commercial, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, décembre 2010, puis dans le cadre des conférences du Magistère de droit public des affaires, Montpellier, janvier 2011.
- « Occupations privatives des propriétés publiques et concurrence », actualité du droit public de la concurrence et des contrats administratifs, séminaire d'actualité du CREAM, Montpellier, mars 2012.
- « Une suite armoricaine. Intérêt public local, liberté du commerce et de l'industrie et commande publique », conférence-débat autour de l'arrêt CE, ass., 30 déc. 2014, *Société Armor SNC*, conférence du Magistère de Droit public des affaires, Montpellier, 25 février 2015.
